

L'égalité des genres et l'autonomisation des femmes par le sport en Afrique

DOSSIER DE SENSIBILISATION





INTRODUCTION

Les filles et les femmes d'Afrique continuent d'être confrontées à de nombreux désavantages et défis. L'Union africaine vise à réduire ou à éliminer les principaux obstacles à l'égalité des genres et à l'autonomisation des femmes, afin que les femmes et les jeunes filles puissent participer pleinement aux activités économiques, politiques et sociales. La participation au sport peut contribuer à briser les stéréotypes de genre tout en renforçant l'autonomie des filles et des femmes. Le sport propose une approche novatrice pour traiter les problématiques de la violence fondée sur le genre ainsi que des idéologies et croyances culturelles qui sous-tendent et perpétuent des pratiques injustes et préjudiciables envers les femmes et les filles, tant en Afrique qu'ailleurs.

À ce jour, des millions de femmes et de filles restent reléguées au second plan et privées de leurs droits, y compris celui de pratiquer un sport ou une activité physique, essentiel pour leur accès à la santé, à l'inclusion sociale et à l'excellence sportive. Que ce soit dans le sport de haut niveau ou le sport amateur, les femmes continuent d'être désavantagées et, parfois, marginalisées. Les footballeurs africains ont réussi à bâtir des carrières en tant que joueurs professionnels très bien rémunérés, entraîneurs, propriétaires de clubs et dirigeants. En revanche, les possibilités offertes aux footballeuses africaines sont bien moindres. Ces inégalités sont répandues dans presque tous les sports. Au niveau mondial, pour 100 heures de couverture sportive à la télévision, seules 4 heures sont consacrées au sport féminin. Même si les femmes représentent 40 % des athlètes à l'échelle mondiale, les sports féminins ne bénéficient que de 1 % des financements liés au sponsoring sportif. Les postes d'entraîneurs sont majoritairement occupés par des hommes, et seules 20 % des équipes féminines ou de filles à un niveau compétitif sont entraînées par des femmes.



UN TERRAIN DE JEU INÉGAL : FAITS ET CHIFFRES



Manque de participation et d'accès aux opportunités. Les pressions familiales, la pauvreté, le manque de choix, les ressources minimales, l'absence de modèles féminins sont autant de facteurs qui contribuent à la non-participation et à des taux d'abandon élevés.



La sous-représentation dans les postes de direction. Les stéréotypes de genre dans le sport maintiennent encore trop souvent les femmes dans des positions subalternes et limitent leur autonomie.



La violence et les environnements sportifs dangereux contribuent à des expériences traumatisantes, à des problèmes de santé mentale et à des occasions manquées pour les femmes et les filles.



Pauvreté en temps. La charge élevée de travail non rémunéré et les frais de garde d'enfants contribuent à la sous-représentation des femmes et des filles, tant en tant que participantes qu'à d'autres rôles dans le sport.

Dans de nombreux pays africains, les conceptions traditionnelles des rôles masculins et féminins, ainsi que la séparation des sphères sociales, restent encore largement présentes. La répartition genrée des tâches domestiques limite la participation des femmes aux activités de loisirs, notamment le sport. Les femmes disposent de moins de temps pour le sport ou les loisirs, car elles consacrent environ 55 % de leur temps de travail total à des tâches non rémunérées, contre seulement 19 % pour les hommes. Même lorsqu'elles intègrent le marché du travail, les femmes se heurtent à un écart salarial significatif par rapport aux hommes. L'écart entre les hommes et les femmes est manifeste, notamment dans les équipes nationales de football féminines, où les femmes ne reçoivent parfois que 1 à 5 % des primes obtenues par leurs homologues masculins. Les femmes ont tendance à se retrouver dans les sports amateurs ou semi-professionnels, où elles doivent faire d'énormes sacrifices, comme prendre des congés sans solde, quitter leur emploi ou abandonner leurs études pour pouvoir participer à des compétitions de haut niveau.

Les violences sexuelles et sexistes (VSS) sont l'un des problèmes les plus urgents auxquels sont confrontées les sociétés africaines. Les VSS sont principalement dues aux attentes de la société associées à chaque sexe, ainsi qu'aux inégalités entre les femmes et les hommes. Dans toute l'Afrique, les femmes et les filles qui sont exposées à la violence à la maison et dans les espaces publics ne sont pas suffisamment protégées dans le sport.

Les femmes sont sous-représentées dans les postes de direction : moins de 20 % de femmes siègent dans les structures dirigeantes ou les conseils d'administration des organisations sportives. Le développement de passerelles entre le terrain et la direction est limité, car les femmes et les filles continuent de faire face à des risques qui les empêchent de pratiquer du sport en toute sécurité.

Si tu n'en vois pas, tu ne peux pas en être. Dans le sport, les femmes sont sous-représentées dans tous les rôles, en tant qu'athlètes, entraîneuses, arbitres, personnel et spectatrices, tant dans les sports d'élite que dans les sports de base. Si les femmes sont invisibles, elles ne peuvent pas en inspirer d'autres. Ce manque de représentation a un impact négatif sur la participation des femmes et des filles aux activités sportives (et de sport pour le développement), qui n'ont pas de modèles à suivre.



Les principaux obstacles à la participation des femmes et des filles au sport sont les croyances et attitudes sexistes, les barrières culturelles, les contraintes économiques, le manque de temps libre et l'accès limité aux équipements et aux espaces sécurisés.



FEUILLE DE ROUTE DU CSUA POUR L'ÉGALITÉ DES GENRES

La perception actuelle des inégalités des genres dans le sport provient du fait que les femmes sont majoritairement présentes dans des espaces privés ou domestiques, où elles assument principalement le rôle de pourvoyeuses de soins. Cette identification des rôles façonne les normes sociales et les pratiques culturelles dans la société et dans l'environnement sportif.

Le protocole de Maputo (adopté en 2003) et la Stratégie de l'UA pour l'égalité entre les hommes et les femmes et l'autonomisation des femmes sont des documents d'orientation qui guident l'Agenda de l'UA. L'harmonisation et l'intégration de ces engagements avec les stratégies régionales et nationales en matière d'égalité des genres sont essentielles pour une action collective efficace au sein de la communauté sportive.

Le Conseil des Sports de l'Union Africaine (CSUA) joue un rôle essentiel dans la mise en œuvre de l'Agenda 2063 de l'UA, en particulier l'aspiration 6 : «Une Afrique dont le développement est axé sur les populations, qui s'appuie sur le potentiel de ses populations, notamment celles des femmes et des jeunes, qui se soucie du bien-être des enfants». Cela est en accord avec le statut du Conseil des Sports de l'Union Africaine (CSUA), dont l'objectif est de promouvoir, encourager et défendre une culture de l'égalité des genres dans le domaine du sport (article 5). Il s'aligne également sur un objectif clé de la politique de l'UA concernant le développement durable du sport en Afrique, qui incite les États membres, les régions du CSUA et les fédérations sportives à intégrer l'égalité des genres et à mettre en place des cadres politiques pour un sport sûr et inclusif, afin de renforcer l'autonomisation des filles et des femmes. En mobilisant le pouvoir collectif du sport et de l'initiative Sport pour le développement (S4D), le Conseil des Sports de l'Union Africaine (CSUA) propose une feuille de route aux gouvernements et aux décideurs politiques en Afrique, les incitant à élaborer et mettre en œuvre des politiques et des pratiques sensibles à la dimension de genre.



L'ÉGALITÉ DES GENRES PAR LE SPORT

Le sport offre aux femmes et aux filles l'accès à des espaces sécurisés, leur permettant de renforcer leur estime de soi, de développer leur résilience et d'apprendre à s'affirmer – autant de facteurs essentiels pour favoriser leur émancipation et leur autonomie. Le sport met en valeur la force, les capacités et l'autonomisation des femmes et des jeunes filles. Il constitue une plateforme publique permettant de remettre en question les conceptions traditionnelles, tout en transformant la symbolique des espaces publics et en mettant en valeur les droits et les accomplissements des femmes. Le sport consiste également à protéger et à créer des espaces sécurisés qui favorisent des discussions sensibles autour des questions des droits sexuels, de la prise de risques et de l'autonomie. En impliquant les hommes et les garçons, le S4D sensibilise aux questions d'égalité des genres et souligne le rôle important que les hommes et les garçons ont à jouer en tant qu'alliés et modèles de masculinité positive au sein de leurs communautés. Les célébrités sportives, les enseignants bien formés, les entraîneurs et les animateurs de jeunesse sont des agents importants du changement vers une société plus tolérante et plus égalitaire. La famille, la culture, les médias publics et les communautés sportives façonnent les identités de genre de diverses manières. Les athlètes féminines célèbres peuvent avoir une influence considérable sur la société et inspirer les jeunes filles du monde entier. Les modèles féminins jouent un rôle essentiel dans la lutte contre les stéréotypes et les attitudes nuisibles envers les femmes.



Les programmes et activités sportives doivent être adaptés aux contextes locaux, refléter une appropriation communautaire et garantir une adhésion pour assurer une inclusion maximale, la sécurité, ainsi que des résultats équitables entre les hommes et les femmes.



Il incombe à toutes les parties prenantes de garantir que les femmes et les filles aient un accès équitable aux opportunités sportives et de créer un environnement où elles se sentent en sécurité, valorisées et préparées à poursuivre une carrière dans le sport.



Mme Prudence Nonkululeko Ngwenya
Directrice de Femmes, Genre et Jeunesse
Commission de l'Union africaine



BONNES PRATIQUES

Au **Sénégal**, de nombreuses jeunes filles et femmes souffrent d'un manque d'information sur leurs cycles menstruels et d'un manque d'accès à des produits hygiéniques. Dans une étude réalisée par Speak-up Africa, 84 % des jeunes filles ont déclaré qu'elles ne se sentaient pas bien préparées à leurs premières règles. Cette sensibilisation limitée nuit à leur santé, à leur éducation, à leur participation aux sports et, par conséquent, à leur vie professionnelle et sociale en général. Pour relever ces défis, ApiAfrique, une entreprise sociale sénégalaise fondée en 2017 ayant pour mission de réduire les déchets, de préserver la santé et de promouvoir l'autonomisation des femmes, développe des produits et des outils pour soutenir la gestion de l'hygiène menstruelle (GHM). Dans le cadre de ses formations de sensibilisation auprès des (jeunes) femmes, de leurs familles et des (jeunes) hommes, ApiAfrique utilise également l'approche du sport pour le développement. Grâce à la formation S4D, les (jeunes) femmes acquièrent une meilleure compréhension de leur corps, se sentent plus à l'aise avec celui-ci et reçoivent les informations et les produits dont elles ont besoin pour mieux gérer leurs règles. En incluant les (jeunes) hommes dans le programme, ApiAfrique vise à changer la culture menstruelle au Sénégal.


Dans la ville côtière de Kilifi, au **Kenya**, les filles et les jeunes femmes les moins privilégiées sont confrontées à des grossesses précoces, à un accès insuffisant aux soins de santé, à un faible niveau d'éducation et à des structures patriarcales préjudiciables. Depuis la création de Moving the Goalposts (MTG) en 2001, l'organisation communautaire a touché plus de 50 000 filles et jeunes femmes âgées de 9 à 25 ans, en leur transmettant des connaissances et des compétences et en leur offrant des opportunités dans et par le biais du football. MTG propose de multiples programmes, notamment des services complets d'information sur la santé et les droits en matière de sexualité et de procréation durant les championnats de football. De plus, l'organisation utilise les ligues comme un moyen sécurisé pour accéder à des carrières et des opportunités de subsistance, ainsi que comme une opportunité pour les participantes de terminer leur éducation et de devenir financièrement indépendantes. Les jeunes femmes reçoivent des formations en leadership et en employabilité, tout en ayant accès à des opportunités professionnelles. MTG adopte une approche communautaire globale, visant à créer des espaces sûrs et à changer les mentalités dans un environnement patriarcal.






UN APPEL À L'ACTION

L'UA EST APPELÉE À :

- 
- Mettre à jour et aligner les politiques en matière de sport et de sport pour le développement, fournir des orientations et contrôler l'alignement des politiques et pratiques nationales et régionales qui s'inscrivent dans un programme collectif visant à faire progresser l'égalité des genres.
 - S'engager dans la défense stratégique, la mobilisation des ressources et la sensibilisation à l'égalité des genres dans les secteurs du sport et du S4D.
 - Promouvoir une philosophie et des programmes de transformateurs de genre de manière intégrée afin de combler le fossé entre le sport de compétition et le S4D.
 - Promouvoir l'égalité des genres aux Jeux africains, en mettant l'accent sur des événements parallèles équitables, et encourager les athlètes africains à défendre la justice en matière de genre.
 - Prendre des décisions politiques qui encouragent les États membres à intégrer et à reconnaître le S4D et à l'inclure dans les politiques, stratégies et budgets nationaux sportifs.

LES ÉTATS MEMBRES DE L'UA DOIVENT :

- 
- Élaborer des cadres politiques qui intègrent l'égalité entre les hommes et les femmes et un sport sûr et inclusif.
 - Fournir des capacités durables, financières et institutionnelles adéquates pour mettre en œuvre les engagements internationaux, continentaux, régionaux et nationaux en faveur d'une planification, d'une budgétisation, d'une conception de programme et d'une recherche tenant compte de la dimension de genre dans le développement du sport et du S4D.
 - S'engager dans une collaboration multipartite pour faire progresser un programme national collectif en faveur de l'égalité des genres et pour remédier à la duplication des efforts et des ressources résultant de la fragmentation des systèmes de mise en œuvre intergouvernementaux et sectoriels.
 - Promouvoir, financer et fixer des objectifs stratégiques en matière d'égalité des genres dans la participation sportive, l'entraînement, les rôles techniques et le leadership, tout en appliquant des sanctions en cas de non-respect des politiques et de la législation.
 - Créer un environnement favorable au sport en garantissant une participation sûre, la protection de la dignité humaine et la protection des droits humains et des libertés à tous les niveaux en mettant l'accent sur la mise en œuvre de la protection dans les politiques et stratégies sportives.

LES ENTREPRISES DOIVENT :



- Établir des partenariats avec des agences sportives pour partager une approche de modèle d'affaires et contribuer à la professionnalisation du secteur sportif en développant le leadership, l'appropriation et l'esprit entrepreneurial des femmes.
- Sponsoriser des athlètes féminines et des sports féminins de haut niveau tout en promouvant consciemment l'égalité des genres dans le marketing et la communication.
- S'engager en faveur de l'émancipation socio-économique des jeunes filles en leur offrant des bourses d'études, un apprentissage par le travail et des opportunités de carrière.
- Consacrer des fonds à l'investissement social des entreprises et en assurer le suivi afin de parrainer des ONG et d'obtenir des résultats pour les femmes et les jeunes filles dans le sport et dans les initiatives de S4D.

LES MÉDIAS DOIVENT :



- Accroître la visibilité des femmes et des filles dans le sport en allouant plus de temps d'antenne et d'espace pour attirer les sponsors et le public.
- Employer des femmes journalistes et promouvoir des reportages sensibles au genre dans le sport afin de lutter contre les stéréotypes de genre.
- Publier/communiquer des histoires de femmes athlètes qui ont réussi à surmonter les multiples obstacles et défis pour atteindre le sommet.

LES ORGANISATIONS DE LA SOCIÉTÉ CIVILE DOIVENT :



- Former des partenariats avec des organisations homologues, des gouvernements, des agences de développement et des réseaux afin de plaider collectivement en faveur d'un financement durable et d'un accès aux ressources pour mettre en œuvre des programmes de sport et de S4D transformateurs de genre.
- S'engager de manière innovante et utiliser le sport comme catalyseur pour atteindre et répondre aux besoins des populations féminines les plus défavorisées (par exemple, les réfugiées, les mères adolescentes, les communautés rurales et les personnes handicapées).



RESSOURCES

Forum économique mondial (2022). Rapport mondial sur l'écart entre les hommes et les femmes 2022. Disponible à l'adresse : <https://www.weforum.org/reports/global-gender-gap-report-2022>

Politique de l'Union africaine en matière de genre (2018-2028). Disponible à l'adresse : https://au.int/sites/default/files/documents/36897-doc-52569-au-fr-final_web.pdf

UNESCO. Égalité des genres et éducation. Disponible à l'adresse : <https://www.unesco.org/fr/gender-equality/education>

GIZ (2018). Mise en œuvre des objectifs de développement : Sport et égalité des genres. Disponible à l'adresse : <https://www.sport-for-development.com/imglib/downloads/giz2018-en-Implementing-developmentgoals-sport-for-gender-equality.pdf>

ApiAfrique. Disponible à l'adresse : <https://apiafrique.com/>

Moving The Goalposts (MTG). Disponible à l'adresse : <https://mtgk.org/programs>



COORDONNÉES

🌐 <https://sportsCouncil.au.int/fr>
@ AUSC@africa-union.org

📍 Conseil des Sports de l'Union Africaine
B.P. : 1363,
Yaoundé, Cameroun
Rue n°1798, Bastos n°192

© GIZ/EAC Madola Grafix (page 1)
© African Union Commission (page 3)

© TYSA (page 5)
© GIZ/Tina Krueger (page 8)